

# Les fondamentaux à l'école au cœur du débat

Plus de lire-écrire-compter ou moins d'élèves par classe, deux visions opposent les candidats à la présidentielle

Quand tels candidats, à gauche, proposent de réduire le nombre d'élèves par classe, tels autres, à droite, prônent le retour aux «fondamentaux» à l'école primaire. Mis en sourdine, ces dernières semaines, par l'affaire Fillon, le débat sur l'éducation dans la campagne présidentielle n'en demeure pas moins intense, traversé par des propositions contradictoires et largement focalisées sur le «lire-écrire-compter» – ces savoirs de base sur lesquels butent plus de 20 % des élèves à l'entrée au collège.

Dans leurs meetings, dans leurs programmes, les candidats s'accordent sur la nécessité de «donner la priorité» aux premières années d'apprentissage afin de réduire ce noyau dur d'échec scolaire. Mais chacun à sa manière. En organisant, mardi 7 et mercredi 8 mars, une conférence de consensus sur le thème de la «différenciation pédagogique», le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) vient, indirectement, porter un éclairage scientifique sur ces idées de campagne.

À droite et à l'extrême droite, c'est une vieille antienne qui refait surface : l'école primaire n'enseignerait plus suffisamment le «lire-écrire-compter»; elle se serait éparpillée dans trop de savoirs secondaires : histoire des arts, découverte du monde, sport, informatique... François Fillon propose de «consacrer les trois quarts du temps de classe à l'apprentissage de la lecture, de l'écriture, du calcul». Le candidat du parti Les Républicains y ajoute le «récit national» en histoire, enseigné au nom de «l'unité républicaine». La candidate du FN est sur une ligne semblable : Marine Le Pen souhaite «réserver, à l'école primaire, la moitié du temps d'enseignement au français, à l'écrit comme à l'oral».

La rhétorique est prompte à alimenter la nostalgie d'une école d'antan. Pourtant, il y a là une vision erronée de l'histoire et de l'école de Jules Ferry, comme le rappelle l'historien de l'éducation Claude Lelièvre : «Ce n'est pas le moindre des paradoxes que cette légende qui attribue au père fondateur de l'école républicaine une fixation sur le lire-écrire-compter, alors qu'il n'a cessé de lutter dans



le sens contraire!, s'étonne-t-il. Pour Jules Ferry, il était clair que l'école primaire ne pouvait s'en tenir aux rudiments; ce sont les autres disciplines qui, pour lui, la différencient de celle de l'Ancien Régime.»

Aujourd'hui, les écoliers bénéficient, en CP, CE1 et CE2, de dix heures de français et cinq heures de mathématiques en moyenne chaque semaine. C'est précisément le même volume horaire qu'en 1969

**La France est championne des fondamentaux, avec 37 % du temps d'instruction consacré à la lecture**

– date à laquelle il y eut, effectivement, une baisse du nombre d'heures en français.

En comparaison avec d'autres pays, la France reste championne des fondamentaux. Selon l'OCDE, 37 % du temps d'instruction est consacré à la lecture, l'expression écrite et la littérature au primaire (contre 22 % en moyenne dans l'OCDE), 21 % aux mathématiques – contre 15 % ailleurs. «S'il y avait un lien avéré entre le temps d'ap-

prentissage et les résultats des élèves, compte tenu du nombre d'heures données en France, on aurait de meilleurs résultats, ce qui n'est pas le cas», en déduit Eric Charbonnier, expert éducation à l'OCDE.

Du côté du Cnesco, le même constat est posé. «La recherche a du mal à faire le lien entre les heures de cours et les résultats des élèves, car, moins que la quantité, c'est la qualité du temps d'enseignement qui compte», souligne Nathalie Mons, la présidente du Cnesco.

En organisant une conférence sur la «différenciation pédagogique», l'instance indépendante d'évaluation entend encourager un enseignement plus individualisé, au plus près de chaque élève. «L'idée est de sortir du schéma traditionnel où le maître enseigne face aux élèves, poursuit M<sup>me</sup> Mons. La recherche montre qu'il y a différentes façons d'apprendre. Aux enseignants de différencier leurs méthodes en fonction de chaque élève. Mais encore faut-il qu'ils aient acquis un haut niveau de formation.»

## «Pédagogie coopérative»

Des effectifs de classe réduits pourraient-ils aider les professeurs à individualiser davantage leur enseignement? La proposition, coûteuse, se retrouve à gauche de l'échiquier politique, mais aussi au centre.

Le candidat socialiste, Benoît Hamon, s'engage à créer 20 000 postes pour qu'il n'y ait «pas plus de 25 élèves par classe en CP, CE1, CE2, et pas plus de 20 élèves dans les réseaux d'éducation prioritaire, les territoires ruraux et les outre-mer». Les enchères montent avec Emmanuel Macron, le candidat du mouvement En marche!, qui veut «limiter à 12 élèves la taille des classes de CP et CE1 en zone prioritaire». Jean-Luc Mélenchon mise sur ce même levier et promet de recruter «au moins» 60 000 enseignants supplémentaires.

Mais, là encore, les spécialistes sont prudents. «Après trente ans de recherche, nous n'avons pas assez d'éléments convergents entre la taille des classes et les résultats des élèves», rapporte Nathalie Mons. Réduire les effectifs peut être nécessaire, mais sous certaines conditions : il faut cibler les élèves socialement défavorisés, changer la pédagogie et réduire les classes de façon tout à fait significa-

**«Aux enseignants de différencier leurs méthodes. Mais encore faut-il qu'ils aient un haut niveau de formation»**

NATHALIE MONS  
présidente du Cnesco

tive, en deçà d'un seuil de 20 élèves.»

Parmi les mesures abordées lors de la conférence de consensus, plusieurs dispositifs sont avancés pour prévenir les difficultés, inspirés de recettes efficaces testées à l'étranger. Dans les pays nordiques et en Australie, c'est l'idée d'un «professeur des apprentissages fondamentaux» qui a été développée : un enseignant, spécialement formé, suit une même classe sur plusieurs années de façon à mieux connaître ses élèves et mieux s'adapter au rythme de chacun.

Autre dispositif, mis en place notamment au Japon : le tutorat entre pairs. La classe est divisée en groupes d'élèves de niveaux hétérogènes. «Cette pédagogie coopérative permet de faire progresser les élèves fragiles comme les élèves tuteurs», souligne M<sup>me</sup> Mons.

S'agissant du dispositif «plus de maîtres que de classes» (co-intervention de deux enseignants en classe), mis en place sous le quinquennat de François Hollande et que souhaite maintenir M. Hamon, il peut être très efficace, à condition que l'enseignant supplémentaire soit spécialement formé et intervienne sur un nombre important d'heures, indique le Cnesco.

Au-delà de ces mesures, c'est bien sur la formation continue des enseignants – réduite, en France, à la portion congrue –, que le Conseil met l'accent. Manière de dire que, plus que les heures ou les postes, c'est bien dans les compétences des professeurs que la nation doit investir pour que 100 % des enfants maîtrisent le «lire-écrire-compter» à la fin du primaire. ■

AURÉLIE COLLAS

## La réforme des rythmes scolaires soumise à l'incertitude de l'élection

À six mois de la rentrée, peu de maires envisagent, à brève échéance, un bouleversement de l'organisation

Appliquera? N'appliquera pas? On se souvient du questionnement qui résonnait parmi les collectivités quand, en 2013, il était question soit d'appliquer la réforme des rythmes scolaires sans tarder, soit de la reporter d'un an. Trois années sont passées et, à l'heure où les candidats à la présidentielle ont fait du devenir de cette mesure – l'une des plus polémiques du quinquennat – un point fort de leur programme éducatif, le refrain a changé. «Détricoter? Ne détricoter pas?», s'interrogent les villes à six mois de la rentrée 2017. À cette date, suivant l'issue du scrutin, la semaine d'école des petits Français pourrait bien, de nouveau, être soumise à un changement de tempo. Le troisième en dix ans.

«On ne sait pas à quelle sauce on va être mangé, mais on veut être prêt», fait valoir Lauriano Azinheira, adjoint éducation (UDI) à la mairie de Nice, où l'on a anticipé, pour septembre, trois organisations différentes en fonction des trois scénarios plausibles : le maintien du «décret Peillon», son re-

trait pur et simple ou la liberté de choix laissée aux édiles. «On avisera en fonction du président élu, mais on préférerait, et de loin, revenir à la semaine d'école de quatre jours», confie-t-il.

Parmi les candidats à l'Elysée, seuls Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen promettent d'abroger cette réforme à laquelle Vincent Peillon a laissé son nom... et son poste au ministère de l'éducation. Tout aussi tranchée est la position de Benoît Hamon : lui s'est engagé à maintenir une mesure qu'il a finalisée (et en partie assouplie) lors de son bref passage rue de Grenelle, en 2014, et dont il défend toujours les «bénéfices pédagogiques». Rien à voir avec les positions, convergentes même s'ils ne le disent pas comme ça, de François Fillon et d'Emmanuel Macron : tous deux entendent laisser les collectivités trancher.

Cette «troisième voie» peut-être trouver un écho parmi des communes qui, selon la dernière enquête de l'Association des maires de France (AMF), étaient encore 70 %, au printemps, à faire face à des «difficultés persistan-

tes»? Côté édiles, où l'addition moyenne atteint 231 euros par enfant et par an, l'appréciation des effets de la réforme demeure pour le moins nuancée : plus de 6 sur 10 les jugent «peu ou pas satisfaisants» à l'école élémentaire, et même 7 sur 10 en maternelle. En dépit des aides de l'Etat – que M. Macron maintiendrait deux ans –, le «reste à charge» s'élève à 70 %, selon l'AMF.

## «Désordre partout»

Rue de Grenelle, on en appelle au bon sens. «Détricoter la réforme, c'est toucher une nouvelle fois à l'organisation de la vie de l'école et des familles. Autrement dit, s'exposer exactement aux mêmes difficultés qu'il y a trois ans, plaide-t-on dans l'entourage de Najat Vallaud-Belkacem. Quant à supprimer la demi-journée en plus, comme l'avait fait la droite en 2008, ce serait une grave erreur.» Sur ce point précis, un flou demeure. «Il n'est pas question d'un abandon par principe, comme s'il fallait passer l'essai-glace politique», fait valoir Annie Genevard, maire (LR) de Morteau (Doubs) et conseillère éducation

de M. Fillon, en reconnaissant que celui-ci «n'a pas eu d'expression sur ce point précis». Dans l'entourage d'Emmanuel Macron, on défend le principe de «concertations tripartites» entre inspections, équipes enseignantes et collectivités, sur un aspect de la réforme qui relève pourtant de l'Etat.

Le sujet demeure sensible : on le voit ces jours-ci à Lille, où Martine Aubry (PS) n'en finit pas de devoir justifier, à une frange de la communauté éducative, son choix d'un retour en classe le samedi plutôt que le mercredi. Face à l'incertitude du scrutin, certains maires prévoient de jouer la montre. «À Lyon, on ne bougera rien pendant un an, prévient Gérard Colomb (PS), dont la ville a regroupé les ateliers périscolaires, payants, le vendredi. Les gros bateaux rejoignent du temps. Peut-être que pour les plus petits, un saut en arrière se fera plus rapidement?»

Ce n'est pas l'avis de la sénatrice Françoise Cartron (PS), missionnée par Matignon pour enquêter sur les rythmes en milieu rural. Cette ancienne directrice d'école ne voit pas comment revenir en

arrière sans «mettre du désordre partout». «Ce serait une prime aux mauvais élèves, ces villes qui, souvent pour des raisons partiales, ont freiné des quatre fers, et pas un encouragement aux maires ruraux qui, en dépit des difficultés, ont su s'adapter.» Une implication qui, dit-elle, a dépassé les clivages politiques : «Il en allait du maintien de l'école; donc, souvent, de la survie du village.»

Dans sa commune de 357 habitants, Jean-Paul Carteret, maire (PS) de Lavoncourt (Haute-Saône) et vice-président de l'Association des maires ruraux de France, s'interroge : «Peut-on reculer sans relancer les inégalités d'une commune à l'autre?» – et favoriser

**«Peut-on reculer sans relancer les inégalités d'une commune à l'autre?»**

JEAN-PAUL CARTERET  
maire (PS) de Lavoncourt

cette «école à plusieurs vitesses» que dénoncent les parents. «Que les candidats aient le courage de parler vrai!, s'énervent Jean-Claude Deyres, maire (PS) de Morcenx (Landes). Cette réforme, soit on la supprime partout, soit on la garde, mais dire que chacun peut faire ce qu'il veut chez lui, c'est se moquer de la réalité des territoires!»

Si, d'un maire à l'autre, d'une famille politique à l'autre, les pronostics diffèrent, personne ne se risque à prédire une révolution pour septembre. «Les maires font les frais des facilités de langage, alors qu'ils ont déjà la latitude de proposer, ou pas, du périscolaire», rappelle André Laignel, vice-président de l'AMF et élu (PS) à Issoudun (Indre). Etiquetée à droite, Agnès Le Brun, elle aussi porte-parole de l'AMF, n'exclut pas que les collectivités aient «à faire de la dentelle». «Mon hypothèse, c'est que si on leur laisse le choix, certaines pourraient abroger la réforme en maternelle mais continuer à l'élémentaire.» C'est ce qu'elle envisage de faire à Morlaix (Finistère), ville dont elle est la maire. ■

MATTEA BATTAGLIA